

ouvriers de la *Massey-Ferguson Industries Limited* de Brant, où l'on vient d'élire, il y a quelques jours, un député du Nouveau parti démocratique, et ce, non pas parce qu'on est socialiste là-bas, mais parce que la personnalité du candidat s'est imposée à l'«électorat» de Brant. Voilà pourquoi le Nouveau parti démocratique a enlevé la circonscription de Brant, et j'avise le député d'York-Sud en conséquence.

• (2.50 p.m.)

Monsieur l'Orateur, la crise financière existe partout. Nous venons d'apprendre qu'au Québec, la compagnie Automobiles Manic Ltée, qui a reçu des subventions fédérales s'élevant à plusieurs milliers de dollars, a quand même décidé de déclarer faillite. Les usines Soma, qui font l'assemblage des petites voitures Renault, sont sur le point de fermer leur portes si les déficits continuent de s'accumuler. Les usines de produits textiles ferment leurs portes à Lachute et la même chose va se produire dans les Cantons de l'Est, dans la Mauricie, au mois d'octobre 1971, de même qu'à Montmagny. Voilà certains faits relatifs au domaine industriel. L'agriculture est également aux prises avec une crise financière. On manque d'argent. On ne manque pas d'intelligence, ni de bonne volonté, car les 800,000 chômeurs canadiens veulent travailler. Les 1,500,000 étudiants qui cherchent actuellement des emplois d'été veulent s'intégrer à la société canadienne, mais on leur répond: Nous n'avons pas d'argent. On a voté des crédits de 27 millions pour venir en aide à nos jeunes. Qu'est-ce que cela représente? Tout au plus une goutte d'eau dans l'océan!

Si, demain, une guerre éclatait, ces 1,500,000 jeunes seraient appelés sous les drapeaux. Il ne serait plus question de 27 ou de 50 millions: on trouverait des milliards pour les nourrir, les vêtir et les loger convenablement. On trouverait les moyens de financer leur intégration dans l'armée du Canada. Pourtant, on ne peut pas trouver les moyens de les intégrer à la société en temps de paix. Voilà où se trouve le «bobo».

Le même problème existe partout à travers le pays. Les producteurs de maïs de l'Ontario se plaignent d'être aux prises avec une crise financière. Partout, de l'Est à l'Ouest, c'est toujours la même chose qu'on se fait dire: Il y a une crise financière! Au lieu de s'attaquer directement à la cause de la crise financière, on soulève les régions les unes contre les autres. Dans l'Ouest, j'entends les cultivateurs et les gens dire: Si nous n'en avons pas assez, c'est parce qu'Ottawa en donne trop aux provinces de l'Est. Dans les provinces Maritimes, je me fais dire la même chose: Si nous n'en avons pas assez, c'est parce qu'on en donne trop aux cultivateurs de l'Ouest.

Le député d'York-Sud est fort bien au courant du «chamaillage» qui existe au Canada et qui est en train de détruire l'unité canadienne. On est au courant de cela. Pourquoi? Parce qu'on ne s'attaque pas à la source du mal.

La source du mal, monsieur l'Orateur, ne se trouve pas mal dans les goussets des millionnaires. J'entends les gens du Nouveau parti démocratique dire: A bas les gros exploités, à bas les grosses compagnies, descendons ceux qui sont riches pour aider ceux qui sont pauvres. Si nous percevions des millionnaires 200 millions de dollars par mois pour les distribuer à l'ensemble de la population, cela voudrait dire quoi? Dix dollars par personne! Est-ce

[M. Caouette.]

qu'on enrichirait ces gens-là? Non! On appauvrirait de 200 millions ceux qui possèdent déjà quelque chose. Cela donnerait donc un total plus élevé de pauvres et n'augmenterait absolument pas la richesse des consommateurs.

La cause profonde du malaise réside dans le système financier. Il faudra enfin décider d'en corriger les lacunes et d'utiliser notre institution financière nationale qu'est la Banque du Canada, d'une façon intelligente et efficace. Au fait, rien ne nous empêche de le faire, Mais tant que nous ne le ferons pas, nous serons aux prises avec un manque d'unité, avec des querelles, avec les problèmes qui existent actuellement au Canada. L'honorable député d'York-Sud «connaît le tabac», et c'est vrai.

Il y a à peu près un an, j'étais à Winnipeg, où avait lieu un congrès du Nouveau parti démocratique, en prévision du congrès qui a eu lieu récemment, et lors duquel on a choisi le député d'York-Sud comme chef de parti. A ce moment-là, un certain soir, à la télévision, j'ai entendu la lecture des nouvelles relatives à la tenue du congrès du Nouveau parti démocratique. On a montré le député d'York-Sud qui répétait ce qu'il dit assez souvent à la Chambre. Il parlait, les deux poings levés, contre les Américains et disait: Le contrôle de notre économie est entre les mains des Américains. Il faut que cela cesse. Un nouveau gouvernement démocratique ferait cesser toute exploitation et tout contrôle de notre économie canadienne par les Américains. Les jeunes, comme les moins jeunes, criaient leur satisfaction dans l'aréna où le congrès avait lieu. Tout le monde était content d'entendre proférer ces paroles par le député d'York-Sud, qui semblait sincère.

Au Manitoba, c'est justement un gouvernement du Nouveau parti démocratique qui détient le pouvoir. Le premier ministre, l'honorable Edward Schryer a siégé ici à titre de député de la circonscription de Selkirk, je crois. Lors du congrès du nouveau parti démocratique de Winnipeg, l'honorable M. Schryer a adressé la parole aux délégués. Or, le lendemain soir, après avoir entendu le chef du Nouveau parti démocratique sur les ondes, j'entendais le ministre des Finances du gouvernement néo-démocrate manitobain, qui revenait d'une visite aux États-Unis,—pays d'exploiteurs qui veulent contrôler l'économie du Canada—s'exprimer ainsi: J'ai été exceptionnellement bien accueilli par les Américains, qui ont déroulé le tapis rouge et qui nous ont consenti un prêt de 50 millions pour l'établissement d'une centrale hydro-électrique au Manitoba.

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Pourquoi pas?

M. Caouette: L'honorable député de Vancouver-Kingsway (Mme MacInnis) me dit: «Pourquoi pas?», alors que nous luttons précisément contre l'emprise américaine sur nos richesses naturelles!

L'honorable député d'York-Sud ou le ministre des Finances du nouveau gouvernement néo-démocrate mentait, le lendemain soir. L'un ne veut pas du contrôle américain, et l'autre le recherche, pour développer les richesses naturelles du Manitoba.

Monsieur l'Orateur, cela ne signifie pas que le gouvernement NPD est pire que celui du Québec. Le premier ministre libéral du Québec est allé aux États-Unis emprunter 75 millions à 9 p. 100 d'intérêt, pour 25 ans.